

« Opération Déluge al-Aqsa : Notre récit »



Rassemblement du mouvement Hamas [résistance islamique] à Gaza - Photo : via hamas.ps

Par [Hamas](#)

À notre peuple palestinien inébranlable, aux nations arabes et islamiques, aux peuples libres du monde entier et à ceux qui défendent la liberté, la justice et la dignité humaine !

À la lumière de l'agression israélienne en cours sur la bande de Gaza et la Cisjordanie, et alors que notre peuple poursuit sa bataille pour l'indépendance, la dignité et la libération de l'occupation la plus longue de l'histoire, au cours de laquelle il a fait preuve de la plus grande bravoure et du plus grand héroïsme en affrontant la machine meurtrière et l'agression israéliennes.

Nous voulons expliquer à notre peuple et aux peuples libres du monde la réalité de ce qui s'est passé le 7 octobre, les raisons qui l'ont motivé, son contexte général lié à la cause palestinienne, ainsi que réfuter les accusations israéliennes et mettre les faits en perspective.

Sommaire

- 1. Pourquoi l'opération Déluge d'Al-Aqsa ?
- 2. Les événements de l'opération Déluge d'Al-Aqsa et les réponses aux allégations israéliennes.
- 3. Vers une enquête internationale transparente.
- 4. Un rappel au monde : qui est le Hamas ?
- 5. Quelles sont nos tâches ?

1. Pourquoi l'opération Déluge d'Al-Aqsa ?



- **1-** La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais a commencé il y a 105 ans, dont 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste. En 1918, le peuple palestinien possédait 98,5% de la terre palestinienne et représentait 92% de la population sur la terre de Palestine.
Tandis que les Juifs, qui ont été amenés en Palestine dans le cadre de campagnes d'immigration massive en coordination entre les autorités coloniales britanniques et le Mouvement Sioniste, ont réussi à prendre le contrôle de moins de 6% des terres de Palestine et ont représenté 31% de la population avant 1948, lorsque l'entité sioniste fut déclarée sur la terre historique de Palestine. À ce moment-là, le peuple palestinien s'est vu refuser le droit à l'autodétermination et les gangs sionistes se sont livrés à une campagne de nettoyage ethnique contre le peuple palestinien visant à l'expulser de sa terre et de sa région. Par conséquent, les gangs sionistes ont pris le contrôle par la force de 77% de la terre de Palestine où ils ont expulsé 57% de la population, détruit plus de 500 villes et villages palestiniens, et commis des dizaines de massacres contre les Palestiniens, qui ont tous abouti à l'établissement de l'Entité sioniste en 1948.
De plus, en 1967, dans la continuité de l'agression, les forces israéliennes ont occupé le reste de la Palestine, y compris la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem, en plus de territoires arabes autour de la Palestine.
- **2-** Au cours de ces longues décennies, le peuple palestinien a subi toutes les formes d'oppression, d'injustice, d'expropriation de ses droits fondamentaux et de la politique d'apartheid. La bande de Gaza, par exemple, subit depuis 2007 un blocus étouffant de 17 ans qui en a fait la plus grande prison à ciel ouvert au monde. Le peuple palestinien de Gaza a également souffert de cinq guerres/agressions destructrices dont « Israël » était la partie contrevenante. En 2018, les habitants de Gaza ont également lancé les manifestations de la Grande Marche du Retour pour protester pacifiquement contre le blocus israélien, les souffrances de leur situation humanitaire et pour exiger leur

droit au retour. Cependant, les forces d'occupation israéliennes ont répondu à ces protestations avec une force brutale qui a tué 360 Palestiniens et blessé 19 000 autres, dont plus de 5 000 enfants, en l'espace de quelques mois.

- **3-** Selon les chiffres officiels, entre janvier 2000 et septembre 2023, l'occupation israélienne a tué 11 299 Palestiniens et en a blessé 156 768 autres, la grande majorité parmi eux étaient des civils. Malheureusement, l'administration américaine et ses alliés n'ont pas prêté attention aux souffrances du peuple palestinien au cours des dernières années, mais ont fourni une couverture à l'agression israélienne. Ils ont seulement déploré les soldats israéliens tués le 7 octobre sans même chercher la vérité sur ce qui s'est passé, et ont emboîté le pas aux récits israéliens en condamnant un prétendu ciblage de civils israéliens. L'administration américaine a fourni le soutien financier et militaire aux massacres de l'occupation israélienne contre les civils palestiniens et l'agression brutale contre la bande de Gaza, et les responsables américains continuent d'ignorer les massacres commis par les forces d'occupation israéliennes à Gaza.
- **4-** De nombreuses organisations des Nations-Unies et des groupes internationaux de défense des droits de l'homme, notamment Amnesty International et Human Rights Watch, et même des groupes israéliens de défense des droits de l'homme, ont documenté les violations et la brutalité israéliennes. Cependant, ces rapports et ces témoignages ont été ignorés et l'occupation israélienne n'a pas encore été tenue pour responsable. Par exemple, le 29 octobre 2021, l'ambassadeur d'Israël auprès de l'ONU, Gilad Erdan, a insulté le système onusien en déchirant un rapport destiné au Conseil des droits de l'homme de l'ONU lors d'un discours à l'Assemblée générale et l'a jeté à la poubelle avant de quitter le podium. Pourtant, l'année suivante – 2022 – il a été nommé au poste de vice-président de l'Assemblée générale de l'ONU.
- **5-** L'administration américaine et ses alliés occidentaux ont toujours traité Israël comme un État au-dessus des lois ; ils lui fournissent la couverture nécessaire pour continuer à prolonger l'occupation et réprimer le peuple palestinien, et également permettre à « Israël » d'exploiter une telle situation pour exproprier davantage de terres palestiniennes et judaïser ses lieux saints. Malgré le fait que l'ONU a publié plus de 900 résolutions en faveur du peuple palestinien au cours des 75 dernières années, « Israël » a refusé de se conformer à toutes ces résolutions, et le VETO américain était toujours présent au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher toute condamnation des décisions politiques et des violations d'« Israël ». C'est pourquoi nous voyons les États-Unis et d'autres pays occidentaux être complices et partenaires de l'occupation israélienne dans ses crimes et dans les souffrances continues du peuple palestinien.
- **6-** Quant au « processus de règlement pacifique », malgré le fait que les accords d'Oslo signés en 1993 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) stipulait la création d'un État indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, « Israël » a systématiquement détruit toutes les possibilités d'établir l'État palestinien en mettant en place une vaste campagne de construction de colonies et la judaïsation des terres palestiniennes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem. Les partisans du processus de paix ont réalisé 30 ans après qu'ils étaient dans une impasse et qu'un tel processus avait eu des résultats catastrophiques pour le peuple palestinien.

Les responsables israéliens ont confirmé à plusieurs reprises leur rejet absolu de la création d'un État palestinien. Un mois à peine avant l'opération Déluge d'Al-Aqsa, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté une carte d'un soi-disant « Nouveau Moyen-Orient », représentant « Israël » s'étendant du Jourdain à la mer Méditerranée et comprenant la Cisjordanie et Gaza. Le monde entier présent à cette séance – l'Assemblée générale des Nations Unies – est resté silencieux face à son discours plein d'arrogance et d'ignorance envers les droits du peuple palestinien.

- 7- Après 75 ans d'occupation et de souffrances incessantes, et après l'échec de toutes les initiatives en faveur de la libération et du retour de notre peuple, mais aussi après les résultats désastreux de ce qu'on appelle le processus de paix, **qu'est-ce que le monde attendait du peuple palestinien en réponse aux éléments suivant :**

- Les projets israéliens de judaïsation de la mosquée bénie Al-Aqsa, les tentatives temporelles et spatiales de la diviser, ainsi que l'intensification des incursions des colons israéliens dans la sainte mosquée.
- Les pratiques du gouvernement israélien d'extrême-droite, qui est pratiquement en train de prendre des mesures en vue d'annexer l'ensemble de la Cisjordanie et de Jérusalem à ce qu'on appelle « la souveraineté d'Israël » tandis que les responsables israéliens envisagent d'expulser les Palestiniens de leurs maisons et des régions où ils vivent.
- Les milliers de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes qui font l'expérience de la privation de leurs droits fondamentaux ainsi que des agressions et humiliations sous la supervision directe du ministre fasciste israélien Itamar Ben-Gvir.
- Le blocus injuste aérien, maritime et terrestre imposé sur la bande de Gaza depuis 17 ans.
- L'expansion des colonies israéliennes à travers la Cisjordanie à un niveau sans précédent, ainsi que la violence quotidienne perpétrée par les colons contre les Palestiniens et leurs biens.
- Les sept millions de Palestiniens vivant dans des conditions extrêmes dans des camps de réfugiés et autres zones, qui souhaitent revenir sur leurs terres et qui en ont été expulsés il y a 75 ans.
- L'échec de la communauté internationale et la complicité des superpuissances à empêcher la création d'un État palestinien.

Qu'attendait-on du peuple palestinien après tout cela ? Qu'il continue d'attendre et de compter sur l'ONU impuissante ! Ou qu'il prenne l'initiative de défendre le peuple palestinien, ses terres, ses droits et ses lieux saints, sachant que l'acte de défense est un droit inscrit dans le droit, les normes et les conventions internationales.

Partant de ce qui précède, l'opération Déluge d'Al-Aqsa du 7 octobre était une étape nécessaire et une réponse normale pour faire face à toutes les conspirations israéliennes contre le peuple palestinien et sa cause. Il s'agissait d'un acte de défense dans le cadre de l'abolition de l'occupation israélienne, du recouvrement des droits des Palestiniens et sur la voie de la libération et de l'indépendance, comme tous les peuples du monde l'ont fait.



2. Déroulement de l'opération Déluge d'Al Aqsa et réponse aux allégations israéliennes

L'accumulation d'accusations et d'allégations mensongères d'Israël à propos de l'opération "déluge d'Al-Aqsa" du 7 octobre et de ses répercussions, nous amène, **nous, le Mouvement de résistance islamique – Hamas, à clarifier les points suivants :**



- **1.** L'opération Al-Aqsa Flood du 7 octobre visait des sites militaires israéliens et avait pour but d'arrêter des soldats de l'armée israélienne pour faire pression sur les autorités israéliennes pour qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers.

L'opération s'est donc concentrée sur la destruction de la division de Gaza de l'armée israélienne et les sites militaires israéliens situés près des colonies israéliennes autour de Gaza.

- **2. Tous les combattants des Brigades Al-Qassam ont l'engagement religieux et moral d'éviter de blesser les civils, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées. Nous le redisons, la résistance palestinienne était parfaitement disciplinée et a respecté les valeurs islamiques tout au long de l'opération, et les combattants palestiniens n'ont ciblé que les soldats de l'occupation et ceux qui portaient des armes pour attaquer notre peuple. Les combattants palestiniens se sont efforcés d'épargner des civils, malgré le fait que la résistance ne possède pas d'armes de haute précision. Si des civils ont été tués, cela s'est produit accidentellement au cours de la confrontation avec les forces d'occupation.**

Dès sa création en 1987, le mouvement Hamas a pris l'engagement d'éviter de porter atteinte aux civils. Après que le criminel sioniste Baruch Goldstein a commis, en 1994, un massacre contre les fidèles palestiniens de la mosquée Al-Ibrahimi dans la ville occupée d'Hébron, le mouvement Hamas a fait une proposition visant à éviter que les civils ne fassent les frais des combats, mais l'occupation israélienne l'a rejetée sans même se donner la peine de la commenter. Le mouvement Hamas a réitéré, encore et encore, ses appels à se mettre d'accord pour épargner les civils, mais l'occupation israélienne a fait la sourde oreille et a continué à prendre délibérément pour cible les civils palestiniens et à les assassiner.

- **3.** Il est possible que des erreurs se soient produites pendant l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » en raison de l'effondrement rapide du système sécuritaire et militaire israélien et du chaos engendré le long des zones frontalières avec Gaza. Comme l'ont attesté de nombreuses personnes, le mouvement Hamas a traité tous les civils qui ont été détenus à Gaza avec respect et politesse, et a cherché à les libérer dès le début de l'assaut, comme cela s'est fait pendant la trêve humanitaire d'une semaine où ces civils ont été libérés en échange de la libération de femmes et d'enfants palestiniens des prisons israéliennes.
- **4.** Les allégations de l'occupation israélienne selon lesquelles les Brigades Al-Qassam auraient, le 7 octobre, pris pour cible des civils israéliens ne sont rien d'autre que des

mensonges et des fabrications. Ces accusations mensongères sont de la propagande israélienne, la narrative officielle comme on dit, et n'ont été prouvées par aucune source indépendante. Il est bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza. Voici quelques éléments de réponse aux mensonges de la propagande israélienne :

- Les vidéos prises ce jour-là – le 7 octobre – ainsi que les témoignages, publiés plus tard, des Israéliens eux-mêmes, ont montré que les Brigades Al-Qassam n'ont pas visé les civils, et que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée et la police israéliennes en raison de la confusion qui régnait dans leurs troupes.
- Le mensonge des « 40 bébés décapités » par les combattants palestiniens a également été fermement réfuté et même des sources israéliennes l'ont démenti. De nombreuses agences de presse occidentales ont malheureusement continué à le propager./li>
- Les allégations selon lesquelles les combattants palestiniens auraient commis des viols sur des femmes israéliennes ont été totalement démenties, y compris par le mouvement Hamas. Un rapport du site d'information Mondoweiss du 1er décembre 2023, entre autres, a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve des « viols massifs » prétendument perpétrés par des membres du Hamas le 7 octobre et qu'Israël a utilisé cette accusation « pour alimenter le génocide à Gaza ».
- Selon deux rapports du journal israélien Yedioth Ahronoth du 10 octobre et du journal Haaretz du 18 novembre, de nombreux civils israéliens ont été tués par un des hélicoptères de l'armée israélienne qui se trouvaient dans le secteur du festival de musique Nova, près de Gaza, où 364 civils israéliens ont été tués. Les deux rapports indiquent que les combattants du Hamas ont atteint la zone du festival sans savoir qu'il y avait là un festival, et que l'hélicoptère israélien a ouvert le feu à la fois sur les combattants du Hamas et sur les participants du festival. Yedioth Ahronoth a également indiqué que l'armée israélienne a frappé plus de 300 cibles dans les zones entourant la bande de Gaza, pour empêcher de nouvelles infiltrations en provenance de Gaza et éviter que des Israéliens ne soient arrêtés par les combattants palestiniens.
- D'autres témoignages israéliens ont confirmé que les raids de l'armée israélienne et les opérations des soldats ont tué de nombreux captifs israéliens et leurs ravisseurs. L'armée d'occupation israélienne a bombardé les maisons des colonies israéliennes où se trouvaient des combattants palestiniens et des Israéliens, dans une claire application de la fameuse « directive Hannibal » de l'armée israélienne qui dit explicitement que « mieux vaut un civil ou un soldat morts qu'emmenés vivants en captivité » pour ne pas avoir à s'engager dans un échange de prisonniers avec la résistance palestinienne.
- En outre, les autorités d'occupation ont révisé le nombre de soldats et de civils tués, qui est passé de 1 400 à 1 200, après avoir constaté que 200 cadavres brûlés étaient ceux de combattants palestiniens tués, mélangés aux cadavres israéliens. Cela signifie que celui qui a tué les combattants palestiniens est le même que celui qui a tué les Israéliens. Ils ont tous été tués par les avions militaires de l'armée israélienne qui ont bombardé, brûlé et détruit les zones israéliennes où ils se trouvaient le 7 octobre. Le Hamas n'a pas d'avions.

Les violents raids aériens israéliens sur Gaza qui ont conduit à la mort de près de 60 prisonniers israéliens prouvent également que l'occupant israélien ne fait aucun cas de la vie de ses captifs à Gaza.

- **5.** Il est également avéré qu'un certain nombre de colons israéliens installés dans les colonies autour de Gaza étaient armés et ont affronté des combattants palestiniens le 7 octobre. Ces colons ont été enregistrés comme civils alors qu'il s'agissait en réalité d'hommes armés combattant aux côtés de l'armée israélienne.
- **6.** Lorsque l'on parle de civils israéliens, il faut savoir que la conscription s'applique à tous les Israéliens âgés de plus de 18 ans – les hommes doivent effectuer 32 mois de service militaire et les femmes 24 – et tous ont le droit de porter et d'utiliser des armes en vertu de la doctrine israélienne d'un « peuple armé » pour assurer la sécurité d'Israël. Une doctrine qui a fait de l'entité israélienne « une armée détentrice d'un pays »..
- **7.** L'entité israélienne a l'habitude de recourir au meurtre brutal de civils pour terroriser et humilier le peuple palestinien. Le massacre de Palestiniens à Gaza en est une preuve évidente.
- **8.** La chaîne d'information Al Jazeera a expliqué dans un documentaire, qu'en un mois d'agression israélienne sur Gaza, il y avait eu 136 enfants palestiniens tués en moyenne chaque jour à Gaza, tandis qu'en Ukraine un enfant par jour en moyenne a été tué du fait de la guerre russo-ukrainienne.
- **9.** Ceux qui défendent l'agression israélienne ne regardent pas les événements de manière objective mais cherchent, au contraire, à justifier le massacre des Palestiniens par les Israéliens en disant qu'il est impossible de ne pas faire de victimes civiles lorsqu'on se bat contre les combattants du Hamas. Bizarrement, ils n'appliquent pas le même raisonnement à l'opération Déluge d'Al-Aqsa du 7 octobre.
- **10.** Nous sommes convaincus que n'importe quelle enquête équitable et indépendante prouvera la véracité de nos dires et l'ampleur des mensonges et des manipulations du camp israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza que la résistance palestinienne aurait prétendument utilisés comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par de nombreux articles de la presse occidentale.



3. Vers une enquête internationale transparente



- 1. La Palestine est un État membre de la Cour pénale internationale (CPI) et a adhéré à son Statut de Rome en 2015. Lorsque la Palestine a demandé une enquête sur les crimes de guerre israéliens commis sur ses territoires, elle s'est heurtée à l'intransigeance et au rejet d'Israël, ainsi qu'à des menaces de punir les Palestiniens pour la demande adressée à la CPI. Il est également regrettable de mentionner que de grandes puissances, qui prétendent défendre des valeurs de justice, se sont complètement rangées du côté de l'occupation et se sont opposées aux démarches des Palestiniens auprès du système judiciaire international. Ces puissances veulent maintenir « Israël » en tant qu'État au-dessus de la loi et s'assurer qu'il échappe à la responsabilité et à l'obligation de rendre des comptes.
- 2. Nous exhortons ces pays, en particulier l'administration américaine, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni, s'ils veulent que la justice prévale comme ils le prétendent, à annoncer leur soutien au déroulement de l'enquête sur tous les crimes commis en Palestine occupée et à soutenir pleinement les tribunaux internationaux pour qu'ils fassent efficacement leur travail.
- 3. Malgré les doutes de ces pays quant à leur volonté de défendre la justice, nous demandons instamment au Procureur de la CPI et à son équipe de se rendre immédiatement et de toute urgence en Palestine occupée pour enquêter sur les crimes et les violations qui y ont été commis, plutôt que de se contenter d'observer la situation à distance ou d'être soumis aux restrictions israéliennes.
- 4. En décembre 2022, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution demandant l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les conséquences juridiques de l'occupation illégale des territoires palestiniens par « Israël », les quelques pays qui soutiennent « Israël » ont annoncé leur rejet de la démarche qui a été approuvée par près de 100 pays. Et lorsque notre peuple – et ses groupes juridiques et de défense des droits – a cherché à poursuivre les criminels de guerre israéliens devant les tribunaux des pays européens – par le biais du système de compétence universelle – les régimes européens ont fait obstruction aux démarches en faveur des criminels de guerre israéliens pour qu'ils restent en liberté.
- 5. Les événements du 7 octobre doivent être replacés dans un contexte plus large, et tous les cas de lutte contre le colonialisme et l'occupation à l'époque contemporaine doivent être

évoqués. Ces expériences de lutte montrent qu'au même niveau d'oppression commis par l'occupant, il y aurait une réponse équivalente de la part du peuple sous occupation.

- **6.** Le peuple palestinien et les peuples du monde entier se rendent compte de l'ampleur des mensonges et des tromperies que les gouvernements qui soutiennent le discours israélien pratiquent dans leurs tentatives de justifier leur parti pris aveugle et de couvrir les crimes israéliens. Ces pays connaissent les causes profondes du conflit, à savoir l'occupation et le déni du droit du peuple palestinien à vivre dans la dignité sur ses terres. Ces pays ne s'intéressent pas à la poursuite du blocus injuste imposé à des millions de Palestiniens à Gaza, ni aux milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes dans des conditions où leurs droits fondamentaux sont le plus souvent bafoués.
- **7.** Nous saluons les peuples libres du monde entier, de toutes religions, ethnies et origines, qui se rassemblent dans toutes les capitales et villes du monde pour exprimer leur rejet des crimes et massacres israéliens et pour manifester leur soutien aux droits du peuple palestinien et à sa juste cause.

4. Un rappel au monde : qui est le Hamas ?



- 1. Le mouvement de résistance islamique « Hamas » est un mouvement de libération nationale et de résistance islamique palestinien. Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l’Islam, qui détermine ses principes, ses objectifs et ses moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou l’atteinte à ses droits pour des motifs nationalistes, religieux ou sectaires.
- 2. Le Hamas affirme que son conflit est avec le projet sioniste et non avec les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu’ils sont juifs, mais contre les sionistes qui occupent la Palestine. Pourtant, ce sont les sionistes qui identifient constamment le judaïsme et les Juifs à leur propre projet colonial et à leur entité illégale.
- 3. Le peuple palestinien s’est toujours opposé à l’oppression, à l’injustice et aux massacres de civils, quels qu’en soient les auteurs. Et sur la base de nos valeurs religieuses et morales, nous avons clairement exprimé notre rejet de ce à quoi les Juifs ont été exposés par l’Allemagne nazie. Nous rappelons ici que le problème juif était essentiellement un problème européen, alors que l’environnement arabe et islamique a été – tout au long de l’histoire – un havre de paix pour le peuple juif et pour d’autres peuples d’autres croyances et d’autres ethnies. L’environnement arabe et islamique était un exemple de coexistence, d’interaction culturelle et de liberté religieuse. Le conflit actuel est causé par le comportement agressif du sionisme et son alliance avec les puissances coloniales occidentales ; par conséquent, nous rejetons l’exploitation de la souffrance juive en Europe pour justifier l’oppression contre notre peuple en Palestine.
- 4. Selon les lois et les normes internationales, le mouvement Hamas est un mouvement de libération nationale qui a des objectifs et une mission clairs. Il tire sa légitimité à résister à l’occupation du droit palestinien à l’autodéfense, à la libération et à l’autodétermination. Le Hamas a toujours tenu à limiter son combat et sa résistance à l’occupation israélienne sur le territoire palestinien occupé, mais l’occupation israélienne ne l’a pas respecté et a commis des massacres et des meurtres contre les Palestiniens en dehors de la Palestine.
- 5. Nous soulignons que résister à l’occupation par tous les moyens, y compris la résistance armée, est un droit légitimé par toutes les normes, les religions divines, les lois internationales, y compris les Conventions de Genève et leur premier protocole additionnel, ainsi que les résolutions des Nations Unies qui s’y rapportent, par exemple la résolution 3236 de l’Assemblée générale des Nations Unies, adoptée par la 29e session de l’Assemblée

générale le 22 novembre 1974, qui affirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner « dans leurs foyers et leurs biens d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés ».

- 6. Notre peuple palestinien inébranlable et sa résistance mènent une bataille héroïque pour défendre leur terre et leurs droits nationaux contre l'occupation coloniale la plus longue et la plus brutale. Le peuple palestinien est confronté à une agression israélienne sans précédent qui a commis des massacres odieux contre des civils palestiniens, dont la plupart étaient des enfants et des femmes.

Au cours de l'agression contre Gaza, l'occupation israélienne a privé notre peuple de Gaza de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant, et l'a tout simplement privé de tous ses moyens de subsistance. Pendant ce temps, les avions de guerre israéliens ont sauvagement frappé toutes les infrastructures et tous les bâtiments publics de Gaza, y compris les écoles, les universités, les mosquées, les églises et les hôpitaux, dans un signe clair de nettoyage ethnique visant à expulser le peuple palestinien de Gaza. Pourtant, les partisans de l'occupation israélienne n'ont rien fait d'autre que de maintenir le génocide en cours contre notre peuple.

- 7. L'utilisation par l'occupation israélienne du prétexte de la « légitime défense » pour justifier son oppression contre le peuple palestinien est un processus de mensonge, de tromperie et de détournement des faits. L'entité israélienne n'a pas le droit de défendre ses crimes et son occupation, mais le peuple palestinien a le droit d'obliger l'occupant à mettre fin à l'occupation.
- En 2004, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu un avis consultatif dans l'affaire des « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé », dans lequel elle a déclaré qu'« Israël » – la force d'occupation brutale – ne pouvait pas invoquer le droit à la légitime défense pour construire un tel mur sur le territoire palestinien. En outre, Gaza est toujours une terre occupée au regard du droit international, de sorte que les justifications de l'agression contre Gaza sont sans fondement et manquent de capacité juridique, ainsi que de l'essence de l'idée d'autodéfense.

5. Quelles sont nos tâches ?

L'occupation reste une occupation, quelle que soit la manière dont elle se décrit ou se nomme, et demeure un outil pour briser la volonté des peuples et continuer à les opprimer. D'autre part, les expériences des peuples et des nations à travers l'histoire sur la manière de se libérer de l'occupation et du colonialisme confirment que la résistance est l'approche stratégique et le seul moyen de se libérer et de mettre fin à l'occupation. Une nation a-t-elle été libérée de l'occupation sans lutte, résistance ou sacrifice ?

Les impératifs humanitaires, éthiques et juridiques imposent à tous les pays du monde de soutenir la résistance du peuple palestinien et non de s'y opposer. Ils sont censés faire face aux crimes et aux agressions de l'occupation et soutenir la lutte du peuple palestinien pour libérer ses terres et exercer son droit à l'autodétermination, comme tous les peuples du monde. Sur cette base, nous appelons à ce qui suit :



- **1.** L'arrêt immédiat de l'agression israélienne sur Gaza, des crimes et du nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza, l'ouverture des points de passage et l'autorisation de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, y compris les outils de reconstruction.
- **2.** Tenir l'occupation israélienne légalement responsable des souffrances humaines qu'elle a causées au peuple palestinien, et l'inculper pour les crimes commis contre les civils, les infrastructures, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, les mosquées et les églises.
- **3.** Soutenir la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne par tous les moyens possibles, en tant que droit légitimé par les lois et les normes internationales.
- **4.** Nous appelons les peuples libres du monde entier, en particulier les nations qui ont été colonisées et qui comprennent la souffrance du peuple palestinien, à prendre des positions sérieuses et efficaces contre les politiques de deux poids deux mesures adoptées par les pays puissants qui soutiennent l'occupation israélienne. Nous appelons ces nations à lancer un mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien et à mettre l'accent sur les valeurs de justice et d'égalité et sur le droit des peuples à vivre dans la liberté et la dignité.
- **5.** Les superpuissances, en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, doivent cesser de fournir à l'entité sioniste une couverture qui lui permette de ne pas avoir à répondre de ses actes, et cesser de la traiter comme un pays au-dessus de la loi. Ce comportement injuste de la part de ces pays a permis à l'occupation israélienne de commettre, pendant 75 ans, les pires crimes jamais commis contre le peuple, la terre et les valeurs sacrées des Palestiniens. Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui plus que jamais, à assumer leurs responsabilités vis-à-vis du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation.
- **6.** Nous rejetons catégoriquement tout projet international ou israélien visant à décider de l'avenir de Gaza et qui ne sert qu'à prolonger l'occupation. Nous soulignons que le peuple palestinien a la capacité de décider de son avenir et d'organiser ses affaires internes, et qu'aucune partie au monde n'a le droit d'imposer une quelconque forme de tutelle au peuple palestinien ou de décider en son nom.
- **7.** Nous demandons instamment de s'opposer aux tentatives israéliennes de provoquer une nouvelle vague d'expulsions – ou une nouvelle Nakba – pour les Palestiniens, en particulier sur les terres occupées en 1948 et en Cisjordanie. Nous insistons sur le fait qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit, et que si les Palestiniens doivent se déplacer, ce sera vers leurs maisons et les régions dont ils ont été expulsés en 1948, comme l'affirment de nombreuses résolutions de l'ONU.

- **8.** Nous appelons à maintenir la pression populaire dans le monde entier jusqu'à la fin de l'occupation ; nous appelons à s'opposer aux tentatives de normalisation avec l'entité israélienne et à un boycott global de l'occupation israélienne et de ses soutiens.



22 janvier 2024 – [Traduction](#) : Dominique Muselet, MR, Lotfallah